

**M. Vincent:** Mon collègue parle de la baisse de l'essence. Il n'en a pas parlé non plus.

**Une voix:** Cent quarante dollars dans les poches du contribuable, il ne parle pas de cela, lui. Les compagnies qui économisent de l'argent avec les camions, ils n'ont pas baissé . . .

**M. Vincent:** Vous savez, monsieur le Président, lorsqu'on parle de la réduction du déficit . . . La réduction du déficit est de deux ordres, monsieur le Président: d'une part, une certaine augmentation de certaines taxes avec lesquelles on peut et les contribuables peuvent aussi vivre, et, d'autre part, une réduction dans les dépenses gouvernementales. Il y a eu des réductions importantes au niveau des dépenses gouvernementales, comme vous le savez, monsieur le Président. Il y a eu des coupures dans les dépenses immorales que l'ancien gouvernement faisait, dans les programmes qui servaient uniquement à faire du patronage dans les circonscriptions. Cela a été coupé, monsieur le Président.

**Une voix:** Les clubs de judo, les églises.

**M. Vincent:** Et c'est cela qui contribue à réduire le déficit et c'est cela également qui fait en sorte que les hommes d'affaires canadiens sont fiers du gouvernement en place, ont confiance au gouvernement et ont investi.

Monsieur le Président, près de 600 000 emplois ont été créés au pays depuis deux ans. Ce n'est pas le gouvernement fédéral en tant que gouvernement, en tant qu'employeur qui les a créés—on n'a pas les moyens parce qu'ils nous ont laissé un déficit trop élevé—mais ce sont les gens d'affaires du Canada qui, parce qu'ils avaient confiance dans le gouvernement conservateur, ont investi, ont créé des emplois et ont fait en sorte qu'on a aujourd'hui un taux d'intérêt de moins de 10 p. 100 et 600 000 emplois créés au pays. Monsieur le Président, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Même si l'opposition «piaille», c'est tout ce qu'ils savent faire, les chiffres sont là et parlent. Je pense que le Budget, présenté en février 1986, a été bien accepté à travers le pays. J'ai eu la chance de faire un peu le tour du Québec et, au Québec, il a été merveilleusement bien accepté. Les gens étaient heureux de voir qu'on administrait le pays comme chacun d'entre eux administre leur propre entreprise.

Samedi soir dernier, j'étais à Trois-Rivières, c'était le gala de la Corporation économique et il s'y trouvait de nombreux gens d'affaires. Six cents personnes étaient présentes. Des trophées étaient remis, ce qu'on appelle à Trois-Rivières des Radisson—En passant, monsieur le Président, vous savez que Radisson était un conservateur—Les trophées Radisson étaient remis et je n'ai eu que des commentaires positifs sur l'administration actuelle.

Les gens au Québec ont compris l'augmentation du déficit cet année: 2,5 milliards, c'est vrai, par rapport à nos prévisions. Mais ils ont compris que c'est la deuxième année en 25 ans qu'un gouvernement fédéral dit: Nos dépenses seront d'un montant «x» et qu'il arrive à la fin de l'année avec un montant qui est celui-là, qui n'arrive pas à la fin de l'année en disant: Bon, on s'est trompé, on a dépensé un milliard de plus. On s'est trompé de quelques milliards. Non, monsieur le Président. Et les gens d'affaires c'est cela qu'ils respectent, c'est cela qu'ils veulent: un gouvernement qui administre bien, qui sait le montant des dépenses qu'il va faire.

Il est sûr, monsieur le Président, que l'on vit dans un pays où l'on ne peut pas à l'avance présumer de ce que sera le problème dans l'Ouest avec le grain, les céréales, de ce que sera le problème international du pétrole ou d'autres problèmes que l'on peut avoir dans le Québec ou dans les provinces Maritimes. Je pense que les Canadiens sont conscients de cela. Mais de ce qu'ils sont également conscients et fiers du gouvernement conservateur et du premier ministre, c'est que nous sommes responsables et que nos dépenses, nous savons où elles vont. L'argent que l'on dépense, ce n'est pas à des fins partisans. Dans les circonscriptions qui étaient strictement libérales—parlez-en à nos députés conservateurs—avant 1984, ils n'avaient pas les mêmes budgets, ils avaient le budget pour les circonscriptions libérales et le budget pour les circonscriptions dans l'opposition. Et de cela je suis convaincu que mon collègue du Nouveau parti démocratique sera d'accord avec moi.

Alors, monsieur le Président, c'est cela qu'on a fermé. On a fermé la valve. Il n'y a plus de cela. Toutes les circonscriptions au pays sont traitées sur un pied d'égalité et il importe que leurs députés fassent leur travail à la Chambre des communes et auprès des ministres.

Lorsqu'on parle des réductions au niveau du déficit, monsieur le Président, on aurait pu couper davantage au niveau de certains ministères, au niveau de certains programmes. Premièrement, ils auraient été les premiers à nous accuser, et dans certains cas avec raison. Je pense qu'on devait dans le Budget de février 1986 aller chercher les revenus supplémentaires dont nous avions besoin et faire les coupures que nous avons faites. On aurait pu choisir une autre solution qui aurait été celle de ne pas augmenter les revenus et de couper davantage. Mais là, monsieur le Président, la résultante aurait été que des circonscriptions, comme celle de mon collègue qui est dans des régions éloignées, auraient été définitivement pénalisées. Je pense que ce soit l'Abitibi—Témiscamingue, que ce soit Trois-Rivières, au Lac-Saint-Jean, en Gaspésie, même dans votre circonscription, monsieur le Président, qui est peut-être un petit peu considérée comme «en région», cela aurait été inadmissible. Il est certain que les grands centres n'en auraient pas subi les conséquences mais les régions en auraient payé le prix. Et, monsieur le Président, j'étais le premier à être contre cela. Par contre, au niveau du pays, une certaine augmentation de la taxe de vente fédérale, je pense qu'à ce jour les Canadiens l'ont compris, l'ont accepté.

• (1710)

Monsieur le Président, il ne faut pas oublier que lorsque nous parlons de taxe de vente fédérale, nous avons fait une première au niveau du pays, nous avons fait une première au niveau fiscal canadien: c'est le crédit d'impôt sur la taxe de vente fédérale. Le parti qui était au pouvoir avant nous, cela ne leur est jamais venu à l'idée.

Alors, qu'on ne vienne pas me dire qu'avec l'augmentation de la taxe de vente fédérale que c'est encore sur le dos des petits, que c'est encore sur le dos de ceux qui ont des revenus moins élevés. Toutes les familles ayant un revenu de moins de 15 000 \$ par année auront droit à un crédit d'impôt, et nous savons que c'est encore plus payant qu'une déduction de 50,00 \$ par adulte et de 25,00 \$ par enfant. Pour une famille de quatre personnes qui gagne moins de 15 000 \$, ils auront un crédit d'impôt de 150 \$. Cela, monsieur le Président, c'est